

ment. Ce sont là des ressources humaines perdues si nous n'avons pas les programmes de formation et d'enseignement voulus pour rendre ces gens productifs, comme ils peuvent tous le devenir.

La Suisse est un petit pays qui n'a pas beaucoup de ressources naturelles. Elle n'a pas beaucoup de minéraux, de pétrole ou de gaz comme le Canada. Elle n'a pas de grandes régions où pratiquer l'agriculture et la pêche. Mais c'est un pays très moderne parce qu'elle a une main-d'œuvre hautement qualifiée dans les produits chimiques, la fabrication des machines, la banque et les finances. Le tourisme constitue un autre volet important de son économie. Chaque citoyen suisse est formé pour jouer un rôle dans l'économie, de façon qu'il y a très peu de ressources perdues. C'est là une économie très productive où le taux de chômage n'est que d'environ 1 ou 2 p. 100. La Suisse fait un emploi optimal de sa force de travail, et c'est ce qui fait le très grand succès de son économie.

En tant que critique de mon parti en matière d'emploi, je vais m'attarder plus particulièrement à l'aspect formation et recyclage de cette motion. Je tiens à renvoyer la Chambre à un rapport qui a été publié récemment et que j'estime être le meilleur sur le sujet dont nous sommes saisis aujourd'hui. Il a été publié au printemps de 1989 par le Centre canadien du marché du travail et de la productivité. L'article de fond de ce numéro du printemps porte sur l'éducation et la formation au Canada. J'exhorte tous les députés à lire cet article qui est à la fois concis et précis.

Il y est dit qu'on a dépensé au Canada en 1988-1989 quelque 40,8 milliards de dollars au chapitre de l'éducation. Il y est signalé en outre que les sommes que le Canada consacre à l'enseignement secondaire et postsecondaire représentent une plus petite proportion du produit intérieur brut par habitant que les dix-sept pays membres de l'OCDE en moyenne. Nous y apprenons aussi qu'au cours des années 80, les dépenses réelles par étudiant ont augmenté aux niveaux primaire et secondaire au Canada, alors qu'elles ont considérablement diminué aux niveaux collégial et universitaire. Les maisons canadiennes d'enseignement postsecondaire n'auraient pas réussi à compenser pour la baisse de financement gouvernemental et le pouvoir d'achat décroissant des frais de scolarité.

Telle est la situation au niveau de l'enseignement postsecondaire. Il y a eu une baisse du financement par

étudiant qui nuit à l'enseignement postsecondaire au Canada.

Les crédits

Parlons de formation. Le gouvernement conservateur a réduit les programmes de formation et d'emploi de 32 p. 100 depuis 1984. Le budget de la formation et de l'emploi était de 2,2 milliards de dollars cette année-là. Il n'est plus que d'un milliard et demi en 1989, soit une réduction de 32 p. 100.

Un tableau publié dans ce rapport montre qu'en 1982-1983, du temps de l'ancien gouvernement libéral, 235 000 Canadiens suivaient les cours de formation spécialisée financés par le gouvernement. Après l'élection des conservateurs, en 1984, ce nombre a fortement diminué. Il était de 216 000 en 1984-1985, de 201 000 en 1985-1986, et de 133 000 en 1987-1988. De 235 000 en 1982-1983, il est tombé à 133 000 en 1987-1988, ce qui correspond aux restrictions de fonds dont j'ai déjà parlé.

Voyons, par exemple, ce qui s'est produit dans le cas des contrôleurs du trafic aérien. Cette situation a causé un tort considérable dans plusieurs grands centres. Dans son budget de 1985, le gouvernement a comprimé les fonds destinés au recrutement et à la formation des contrôleurs du trafic aérien. Seulement trois ou quatre années après, des pénuries se faisaient sentir à Toronto, à Montréal, à Moncton et ailleurs, au point qu'on ne trouvait plus de nouveaux contrôleurs aériens. Le gouvernement a dû aller en recruter aux États-Unis et il essaie maintenant d'en former ici. Les réductions récentes dans l'enseignement postsecondaire des autochtones sont un autre exemple. Nous avons débattu la question à la Chambre. De nombreux Canadiens trouvent inquiétante et irritante cette propension du gouvernement à réduire les dépenses dans les domaines de l'enseignement.

Il y aurait beaucoup à dire sur le sujet, mais je reviens pour terminer au rapport du Centre canadien du marché du travail et de la productivité. Ce n'est pas le Parti libéral ou l'opposition au Parlement qui critique le gouvernement, c'est le rapport d'un organisme très estimé qui a été constitué par le salariat et le patronat pour étudier ces questions. Le centre, se fondant sur les faits cités dans le rapport, conclut que les Canadiens ne donnent pas à l'éducation et à la formation la place prioritaire qu'elles méritent. Il signale que les dépenses réelles par étudiant du niveau postsecondaire s'amenuisent, que la formation professionnelle et le recyclage que donnent le gouvernement et les employeurs sont limités. C'est de cela que nous discutons aujourd'hui. Nous demandons aux députés d'appuyer la motion qui dit qu'il faut faire plus. Je crois que les Canadiens surveillent les députés